l'économie nationale et, sans aucun doute, on rendra une décision sur certaines des questions dont il a parlé. Je ne suis évidemment pas en mesure de révéler une seule des choses dont il s'est informé. Il a dit qu'il ne serait pas satisfait tant que les divers renseignements n'auront pas été rendus publics. Pourtant, la question a été discutée à la Chambre, et on a clos le débat. Nous attendons d'autres renseignements sur ces questions, ainsi qu'un autre rapport traitant séparément de chaque catégorie. J'espère que de nouvelles dispositions pourront être prises prochainement à cet égard.

Le député de Gloucester a parlé des saisies de livres et de dossiers exécutées par la Gendarmerie royale du Canada. C'est vrai que, dans certaines circonstances, des agents de la Gendarmerie royale du Canada accompagnent effectivement les fonctionnaires du ministère pour exécuter des saisies. Je tiens cependant à souligner que ces saisies de documents n'ont jamais lieu sans une ordonnance de la cour de l'Échiquier. Avant d'opérer une saisie, nous sommes tenus de nous adresser à la cour de l'Échiquier et de lui déclarer, au moyen d'un affidavit, que la mesure est nécessaire. Un agent de la Gendarmerie royale accompagne le fonctionnaire de mon ministère, nullement pour participer à la saisie, mais simplement,—comment dirais-je,—pour être là et pour conférer la majesté de la loi aux dispositions du ministère, et aussi pour intervenir au cas où il y aurait de la casse. Heureusement, il arrive rarement dans ces cas qu'on ait recours à la violence, et si les agents de la Gendarmerie royale du Canada sont présents dans ces opérations, ils ne participent pas effectivement aux saisies. Ces mesures ne sont prises, je le répète, qu'après l'introduction d'une instance en cour de l'Échiquier et après qu'une demande a été adressée à la cour. Nous ne pouvons employer ce moyen autrement.

Le député de Calgary-Sud a de nouveau soulevé la question qui avait été soulevée l'an dernier, comme il l'a dit, dans le rapport du comité. Peut-être avais-je oublié qu'au moment où il a reçu le mémoire du ministère, le comité avait été dissout, et que le député ne pouvait donc s'occuper de la question à cette époque. L'an dernier, le comité avait soulevé plusieurs points, et les fonctionnaires du ministère avaient essayé d'y répondre de leur mieux. La question des décisions anticipées faisait l'objet d'une étude très sérieuse, et peut-être n'ai-je rien de mieux à faire ici que de citer un extrait d'un paragraphe du mémoire que j'avais adressé au président du comité.

Les avantages et les désavantages d'un service plus étendu de décisions préalables

en matière d'impôt ont été encore approfondis et nous avons l'impression que les spécialistes en matière d'impôt ne se plaignent pas du service actuel. Le problème d'embaucher et de retenir le personnel compétent dont il est question au crédit n° 4 rend difficile de prévoir déjà l'élargissement du service de décisions en matière d'impôt dans un avenir rapproché. Cette décision a du bon et on pourrait la débattre longuement. Dans l'ensemble, étant donné la lourde tâche de notre personnel, nous estimons qu'il est impossible à l'heure actuelle de faire plus que nous faisons présentement pour ce qui est de ces décisions, et c'est la seule réponse précise que je puisse donner à l'honorable député de Calgary-Sud en ce moment.

M. McIlraith: Je ne voudrais pas insister indûment sur cette question d'ajustements des traitements et du rapport de la Commission du service civil. Cependant, je pense qu'on ne devrait pas laisser les choses où elles en sont. Le ministre a dit que la question de la publication du rapport avait déjà été réglée en Chambre, et c'est vrai. Mais ce n'est vrai qu'en partie sur ce point, comme il en conviendra, je pense. Une motion a été présentée en Chambre en vue du dépôt de ce rapport, motion contre laquelle le gouvernement s'est élevé, et la Chambre a appuyé le gouvernement à cet égard. Il est maintenant impossible à un député de présenter une autre motion sur ce point, vu que la question a déjà été réglée par la Chambre.

Cependant, le ministre oublie qu'il a choisi de parler des recommandations de la Commission du service civil au sujet de ces relèvements de traitements, lorsqu'il a traité de cette question. Ce faisant, il s'est exposé à être prié de déposer le rapport. Le secrétaire parlementaire du ministre ne semble pas d'accord sur ce point, mais je pense qu'il verra dans le Règlement que c'est ce qu'il exige. Le gouvernement, ayant décidé qu'il s'agit d'un document du gouvernement, et le ministre s'y étant rapporté, il est obligé de produire le rapport. Je crois que le Règlement est tout à fait clair sur ce point.

De toute façon, je n'insiste pas pour que le ministre le dépose dès maintenant. Je lui signale qu'il est inconvenant de s'abriter derrière ce document ou de donner une indication de ce que renferme ce rapport, et ensuite de ne pas le déposer. Voilà le point que je voulais lui signaler. S'il fait cela, il ne peut pas dire que la question du dépôt de ce rapport est réglée car, par son action, il rouvre la question et il est obligé de déposer le rapport. Je pense qu'il importe que l'attitude du gouvernement vis-à-vis la Commission du service civil, pour ce qui est de ces questions, reste tout à fait claire. A mon avis,